



**PROVINCE DE QUÉBEC
VILLE DE PONT-ROUGE**

RÈGLEMENT NUMÉRO 579-2023

**RELATIF À L'OBLIGATION D'INSTALLER DES PROTECTIONS CONTRE
LES DÉGÂTS D'EAU ET MODIFIANT LE RÈGLEMENT DE CONSTRUCTION
NUMÉRO 498-2015**

CONSIDÉRANT QUE l'article 19 de la *Loi sur les compétences municipales* (RLRQ, c. C 47.1) permet à toute municipalité locale d'adopter des règlements en matière d'environnement;

CONSIDÉRANT QUE la Ville de Pont-Rouge juge opportun d'imposer la mise en place de protections contre les dégâts d'eau à l'égard de toute construction située sur son territoire;

CONSIDÉRANT QUE suivant l'article 21 de la *Loi sur les compétences municipales*, la ville n'est pas responsable des dommages causés à un immeuble ou à son contenu si le propriétaire néglige ou omet d'installer un appareil destiné à réduire les risques de dysfonctionnement d'un système d'alimentation en eau ou d'égout, conformément à un règlement adopté en vertu de l'article 19 de ladite loi;

CONSIDÉRANT QUE un tel règlement peut s'appliquer à un immeuble déjà érigé s'il prévoit un délai minimal d'un an pour permettre au propriétaire de se conformer à l'obligation d'installer un appareil destiné à réduire les risques de dysfonctionnement d'un système d'alimentation en eau ou d'égout;

CONSIDÉRANT QU'un avis de motion a été donné et qu'un projet de règlement a été déposé et présenté à la séance du 3 avril 2023;

CONSIDÉRANT QUE la conseillère Lina Moisan mentionne que le présent règlement a pour objet de prévoir l'obligation, pour les propriétaires de constructions desservies par un réseau d'égout sanitaire, pluvial ou unitaire (le cas échéant) situé sur le territoire de la municipalité, d'installer des protections contre les dégâts d'eau, notamment des clapets antiretours, pour éviter tout refoulement, selon les conditions prévues au présent règlement;

CONSIDÉRANT QUE le présent règlement a également pour objet de retirer l'obligation relative aux clapets antiretours prévue au Règlement de construction no 498-2015 et au Règlement no 180 abrogeant le règlement no 154 et obligeant tous les usagers de l'égout municipal à installer sur leur drain privé une « soupape de retenue avec regard boulonné » (clapet à vanne) afin d'éviter toute incongruité entre ces règlements;

CONSIDÉRANT QUE toute modification d'un règlement de construction doit être faite conformément aux articles 118 et suivants de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme*, RLRQ c. A-19.1.

EN CONSÉQUENCE, LE CONSEIL DÉCRÈTE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1. PRÉAMBULE

Le préambule du présent règlement en fait partie intégrante comme si ici au long reproduit.

ARTICLE 2. TITRE

Le présent règlement portera le titre de « Règlement numéro 579-2023 relatif à l'obligation d'installer des protections contre les dégâts d'eau et modifiant le Règlement de construction numéro 498-2015 ».



ARTICLE 3. OBJET DU RÈGLEMENT

Le présent règlement a pour objet d'imposer la mise en place, le maintien et l'entretien d'appareils destinés à réduire les risques de dysfonctionnement d'un système d'alimentation en eau ou d'égout et d'exonérer la Municipalité en cas de non-respect de ce règlement.

Il a également pour objet de retirer l'obligation relative aux clapets antiretours prévue au Règlement de construction no 498-2015 et au Règlement no 180 abrogeant le règlement no 154 et obligeant tous les usagers de l'égout municipal à installer sur leur drain privé une « soupape de retenue avec regard boulonné » (clapet à vanne) afin d'éviter toute incongruité entre ces règlements.

ARTICLE 4. TERRITOIRE ASSUJETTI

Le présent règlement s'applique à l'ensemble du territoire de la ville.

ARTICLE 5. INTERPRÉTATION DU TEXTE

Le présent règlement doit être interprété selon les principes de la *Loi d'interprétation* (RLRQ, c. I-16).

ARTICLE 6. RENOI

Tous les renvois à une loi ou à un autre règlement s'appliquent aussi à toute modification postérieure de celui-ci.

Conformément au paragraphe 6^o du 1^{er} alinéa de l'article 6 de la *Loi sur les compétences municipales*, toute modification apportée à une norme édictée par un tiers ou approuvée par celui-ci à laquelle fait référence le présent règlement en fait partie intégrante. De telles modifications entrent en vigueur à la date fixée par résolution du conseil municipal.

ARTICLE 7. TERMINOLOGIE

À moins que le contexte l'indique autrement, dans le présent règlement, on entend par :

- | | |
|----------------------------|---|
| Clapet antiretour : | un dispositif étanche de protection contre les refoulements permettant l'écoulement unidirectionnel dans le réseau d'égout. |
| Code : | <i>Code national de la plomberie – Canada 2015</i> et le <i>National Plumbing Code of Canada 2015</i> , publiés par la Commission canadienne des codes du bâtiment et de prévention des incendies du Conseil national de recherches du Canada, ainsi que toutes modifications ultérieures pouvant être publiées par cet organisme et selon les modifications apportées par une loi ou un règlement du Québec, notamment la <i>Loi sur le bâtiment</i> et le Code de construction adopté en vertu de cette loi (c. B-1.1, r. 2). |
| Eau pluviale : | l'eau de pluie ou provenant de la fonte des neiges, l'eau de refroidissement et l'eau provenant de la nappe phréatique. |
| Eaux usées : | eaux de rejet autre que les eaux pluviales. |
| Puisard : | fosse étanche ou trou réalisé dans le sol destiné à collecter les eaux pluviales provenant d'un drain de fondation (drain français) ou de la nappe |



Règlements de la Ville de Pont-Rouge

phréatique pour ensuite les acheminer à l'extérieur d'un bâtiment à l'aide d'une pompe.

Réseau d'égout sanitaire : système de drainage qui reçoit les eaux usées.

Réseau d'égout pluvial : système de drainage dans lequel se drainent l'eau pluviale et l'eau souterraine.

Réseau d'égout unitaire : système de drainage qui reçoit à la fois l'eau usée et l'eau pluviale.

ARTICLE 8. OBLIGATION

Quelle que soit l'année de construction, le propriétaire de toute construction desservie par le réseau d'égout sanitaire, pluvial ou unitaire doit installer le nombre de clapets antiretours requis pour éviter tout refoulement. Ces clapets doivent être installés et maintenus conformément au code, aux règles de l'art et aux dispositions du présent règlement, lesquelles ont, en cas d'incompatibilité, préséance sur les dispositions du code.

En plus de toutes autres normes prévues au code, de tels clapets doivent être installés sur les branchements horizontaux recevant les eaux usées ou pluviales de tous les appareils, notamment les renvois de plancher, les fosses de retenue, intercepteurs, drains de fondation, les réservoirs et tous les autres siphons, installés sous le niveau des têtes de regards de rue, de même que toute conduite de déversement via laquelle est susceptible de survenir un refoulement ou un dégât d'eau.

Le propriétaire ou la personne qu'il désigne doit entretenir et vérifier le dispositif antiretour à chaque année, de façon à s'assurer que l'ensemble des installations relatives à sa construction sont conformes au présent règlement.

Il est interdit d'installer un clapet antiretour sur le collecteur principal.

Les clapets à insertion (communément appelés « squeeze-intérieur ») sont interdits.

La propriété ayant un puisard doit obligatoirement être protégée par un clapet antiretour sur la conduite d'évacuation de la pompe de puisard.

En l'absence d'égout municipal, il appartient à chaque propriétaire d'installer un puisard aux endroits requis de manière à éviter tout dégât d'eau.

ARTICLE 9. ACCÈS

Le propriétaire doit installer les clapets antiretours de façon à ce qu'ils soient faciles d'accès en tout temps, notamment pour leur entretien et nettoyage.

Sans restreindre la généralité de ce qui précède, tout type de clapet antiretour doit être placé à un endroit accessible, à des fins d'utilisation conforme, d'entretien (réparation et/ou remplacement) et de nettoyage. Le propriétaire doit s'assurer en tout temps de maintenir l'accessibilité aux clapets.

Le puisard et la pompe de puisard doivent également être accessibles en tout temps. La pompe doit être entretenue à chaque année.

ARTICLE 10. COUP DE BÉLIER ET AMORTISSEUR

Toute construction desservie par le réseau d'aqueduc de la ville ainsi que son contenu doivent être protégés par un nombre d'amortisseurs suffisant contre un coup de bélier provenant de ce réseau d'aqueduc.

ARTICLE 11. DÉLAI

Les obligations prévues à l'article 6 s'appliquent à un bâtiment déjà érigé au moment de son entrée en vigueur. Le propriétaire bénéficie toutefois, dans ce dernier cas, d'un délai d'un (1) an à compter de l'entrée en vigueur du présent règlement pour se conformer à cette obligation.



ARTICLE 12. ÉVACUATION DES EAUX PLUVIALES PROVENANT D'UN BÂTIMENT

Les eaux pluviales en provenance du toit d'un bâtiment qui sont évacuées au moyen de gouttières ou d'un tuyau de descente pluviale doivent être évacuées sur une surface perméable. Toutefois, le tuyau de descente pluviale doit se prolonger d'au moins 2 m à partir du mur de fondation du bâtiment, sans dépasser la ligne de l'emprise de rue.

S'il est impossible d'évacuer ces eaux sur une surface perméable, elles peuvent être dirigées vers un puits d'infiltration ou tout autre ouvrage de rétention. La base du puits d'infiltration ne doit pas être située à un niveau inférieur à celui de la nappe phréatique et le puits d'infiltration doit être situé à au moins 4 m du mur de fondation et à au moins 2 m de la ligne d'emprise de rue.

En tout temps, il est interdit de connecter ou de brancher une gouttière ou un tuyau de descente pluviale au drain de fondation.

ARTICLE 13. VISITE ET INSPECTION

Dans l'exercice de ses fonctions, tout fonctionnaire ou employé de la municipalité peut visiter et examiner, entre 7 h et 19 h, toute propriété mobilière et immobilière, ainsi que l'intérieur et l'extérieur de toute maison, bâtiment ou édifice quelconque, pour constater si le présent règlement y est exécuté, est respecté, pour vérifier tout renseignement ou pour constater tout fait nécessaire à l'exercice des pouvoirs qui lui sont conférés par le présent règlement.

Le propriétaire ou l'occupant d'un immeuble doit laisser le fonctionnaire ou l'employé de la municipalité pénétrer sur les lieux et répondre à toutes les questions qui leur sont posées relativement à l'exécution du présent règlement.

ARTICLE 14. ENTRAVE ET RENSEIGNEMENT FAUX OU TROMPEUR

Il est interdit à toute personne d'entraver un fonctionnaire ou un employé de la municipalité dans l'exercice de ses fonctions.

Il est également interdit à toute personne de donner sciemment un renseignement faux ou trompeur dans le cadre de l'application des dispositions du présent règlement.

ARTICLE 15. INFRACTION ET PEINE

Toute contravention au présent règlement constitue une infraction.

Quiconque contrevient ou permet que l'on contrevienne à une disposition du présent règlement commet une infraction et est passible, pour une première infraction, d'une amende minimale de 500 \$ si le contrevenant est une personne physique ou de 1 000 \$ si le contrevenant est une personne morale et d'une amende maximale de 1 000 \$ si le contrevenant est une personne physique ou de 2 000 \$ si le contrevenant est une personne morale. En cas de récidive, ces montants sont doublés.

ARTICLE 16. CONSTATS D'INFRACTION

Le conseil municipal autorise, de façon générale, le directeur du service de l'ingénierie ou toute autre personne désignée par résolution du conseil, à délivrer des constats d'infraction pour toute infraction au présent règlement. Ces personnes sont chargées de l'application du présent règlement.

ARTICLE 17. PRÉSÉANCE EN CAS D'INCOMPATIBILITÉ

En cas d'incompatibilité entre une disposition du présent règlement et tout autre disposition portant sur le même objet d'un autre règlement municipal, la disposition du présent règlement a préséance sur telle autre disposition.



ARTICLE 18. ANNULATION ET REMPLACEMENT

Sous réserve du paragraphe 17, le présent règlement abroge l'article 2.1.15 du Règlement de construction no 498-2015 et le Règlement no 180 abrogeant le règlement no 154 et obligeant tous les usagers de l'égout municipal à installer sur leur drain privé une « soupape de retenue avec regard boulonné » (clapet à vanne).

ARTICLE 19. ENTRÉE EN VIGUEUR, ANNULATION ET REMPLACEMENT

Le présent règlement entre en vigueur conformément à la Loi.

À l'égard d'un bâtiment déjà érigé au moment de l'entrée en vigueur du présent règlement, l'article 2.1.15 du Règlement de construction no 498-2015 et le Règlement no 180 abrogeant le règlement no 154 et obligeant tous les usagers de l'égout municipal à installer sur leur drain privé une « soupape de retenue avec regard boulonné » (clapet à vanne), continuent de s'appliquer jusqu'à la première des échéances suivantes:

- a. Le jour où les travaux, à l'égard de ce bâtiment, ont été réalisés pour assurer le respect du présent règlement;
- b. À l'expiration du délai d'un (1) an prévu à l'article 9 « Délai » du présent règlement, le propriétaire d'un bâtiment déjà érigé devant ainsi, à compter de cette dernière date, avoir pris les moyens pour respecter le présent règlement.

ADOPTÉ À PONT-ROUGE, CE 6^E JOUR DU MOIS DE NOVEMBRE DE L'AN DEUX MILLE VINGT-TROIS.

MAIRE

GREFFIÈRE

AVIS DE MOTION :	2 octobre 2023
ADOPTION DU PROJET DE RÈGLEMENT: (Résolution : 285-10-2023)	2 octobre 2023
AVIS PUBLIC DE CONSULTATION :	5 octobre 2023
ASSEMBLÉE PUBLIQUE DE CONSULTATION :	18 octobre 2023
ADOPTION DU RÈGLEMENT : (Résolution : 311-11-2023)	6 novembre 2023
CERTIFICAT DE CONFORMITÉ DE LA M.R.C. :	18 janvier 2024
AVIS DE PROMULGATION :	22 janvier 2024
DATE ENTRÉE EN VIGUEUR :	18 janvier 2024



Ville de
Pont-Rouge



AVIS PUBLIC
AVIS DE PROMULGATION DU RÈGLEMENT 579-2023

Aux contribuables de la susdite municipalité

Avis public est par les présentes donné par la soussignée, Mme Nicole Richard, greffière adjointe de la Ville de Pont-Rouge, QUE :

Le conseil municipal de la Ville de Pont-Rouge, au cours de sa séance ordinaire tenue le 6 novembre 2023, a adopté le règlement numéro 579-2023 portant le titre de :

RÈGLEMENT NUMÉRO 579-2023 RELATIF À L'OBLIGATION D'INSTALLER DES PROTECTIONS CONTRE LES DÉGÂTS D'EAU ET MODIFIANT LE RÈGLEMENT DE CONSTRUCTION NUMÉRO 498-2015

Ce règlement a reçu son certificat de conformité de la MRC de Portneuf en date du 18 janvier 2024.

Ledit règlement entre en vigueur conformément à la Loi.

Une copie de ce règlement a été déposée au bureau de la soussignée où toutes les personnes intéressées peuvent en prendre connaissance, aux heures normales de bureau.

DONNÉ À PONT-ROUGE CE 22^E JOUR DU MOIS DE JANVIER DE L'AN DEUX MILLE VINGT-QUATRE.

La greffière adjointe,

Nicole Richard